



**AFRICAN  
PEOPLES  
TRIBUNAL**  
on Industrial Plantations



**Disassembling the  
Power of Industrial  
Plantation Corporations,  
Building People Power.**  
25-27 November, Lagos

## **NIGERIA**

# **FORMULAIRE TECHNIQUE POUR LA PRÉSENTATION D'UN CAS**

## **Chapitre I – Caractéristiques du Cas**

### **1. Organisation(s) ou groupe(s) responsable(s) de la présentation du cas**

Environmental Rights Action – Amis de la Terre Nigeria

### **2. Nom de l'entreprise et/ou du consortium mis en cause.**

PZ WILMAR Ltd est une joint-venture constituée en 2010, entre Wilmar International Limited (Wilmar) et PZ Cussons.

### **3. Lieu de l'opération où les événements liés à l'accusation ou au cas se sont produits**

État de Cross River, Nigeria

## **Chapitre II – Caractéristiques de l'entreprise / Consortium**

### **1. Pays où l'entreprise a son siège social / siège principal (s'il s'agit d'une société transnationale)**

Wilmar est un groupe agro-industriel leader en Asie, coté à la bourse de Singapour. PZ Cussons est un groupe international de biens de consommation coté à la bourse de Londres.

### **2. Détention du capital de la société**

La famille Kuok et Archer Daniels Midland (ADM), une multinationale agro-industrielle états-unienne, sont d'importants actionnaires de Wilmar. D'autres actionnaires sont DBS, HSBC, Citibank, et Morgan Stanley à Singapour.<sup>1</sup>

Les actionnaires majoritaires (53%) de PZ Cussons sont associés dans un 'concert party' et comprennent la famille fondatrice Zochonis ou certains groupes familiaux plus larges, certains trusts d'entreprises, les directeurs exécutifs de la société et des employés actuels ou anciens.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Wilmar International, Towards Sustainable Palm Oil, Annual Report 2018

<sup>2</sup> PZ Cussons, Our strategy for Growth, annual report and accounts 2019

### 3. Pays dans lequel la société mère exerce ses activités (s'il s'agit d'une STN)

Wilmar possède ou contrôle 81 propriétés d'un total de plus de 337 000 hectares affectés à la culture du palmier à huile, en Indonésie, en Malaisie, au Ghana et au Nigeria.<sup>3</sup> Wilmar est propriétaire ou a des intérêts dans des usines de fabrication d'huiles tropicales en Indonésie, en Malaisie, en Chine, au Vietnam, aux Philippines, au Sri Lanka, aux États-Unis, en Afrique du Sud, au Ghana, en Inde, au Bangladesh, à Singapour, en Russie, en Ukraine, en Côte d'Ivoire, au Nigeria, en Ouganda, en Tanzanie, en Zambie, au Zimbabwe, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Pologne.<sup>4</sup>

En Afrique, PZ Cussons opère dans les secteurs de l'hygiène et du nettoyage, du matériel électrique et de l'alimentation et la nutrition. Ses trois principaux marchés africains sont le Nigeria, le Ghana et le Kenya, avec des marques telles que Premier, Canoe, Imperial Leather et Carex.<sup>5</sup> PZ Cussons fabrique des produits qui contiennent de l'huile de palme en Australie, au Ghana, en Grèce, en Indonésie, au Kenya, au Nigeria, en Pologne, au Royaume-Uni et aux États-Unis ; il a utilisé près de 40 000 tonnes d'huile de palme en 2018.<sup>6</sup> En 2018-2019 l'usine de PZ Cussons à Agbede s'est approvisionnée en huile de palme en Malaisie et au Nigeria, en provenance des plantations de PZ Wilmar et d'autres comme SIAT/Presco et Okomu (et plus de 6% d'origine inconnue).<sup>7</sup>

## Chapitre III – Argumentation générale du Cas

Veuillez utiliser environ 600 mots ou moins et inclure dans votre réponse:

### Quels sont les principaux arguments du cas?

Les communautés d'accueil de PZ Wilmar, les défenseurs des droits humains et les écologistes sont concernés par les activités de l'entreprise. Parmi les problèmes principaux figurent les cas de plus en plus fréquents d'accapement de terres, de destruction de l'environnement et des moyens d'existence de la population, de violence de genre et de discrimination à l'égard des femmes, de déplacement économique et culturel. L'entreprise n'a pas répondu de façon appropriée aux tentatives de la communauté de s'attaquer au problème des violations des droits fondamentaux de l'homme. Le gouvernement de l'État de Cross River, qui a loué la terre à l'entreprise, semble avoir une bonne relation avec elle, au détriment de la population.

### Quel est le contexte de vie des personnes touchées et leurs exigences ?

Les communautés de l'État de Cross River, dans le sud du Nigeria, qui ont reçu les plantations de PZ Wilmar, ont continué à subir des effets dévastateurs aux plans social, économique, de genre et environnemental, du fait des activités de l'entreprise dans cette région boisée et riche en biodiversité.

Les communautés sont en train de perdre leurs terres à un rythme alarmant. En novembre 2011, Wilmar a acheté au Conseil de privatisation de Cross River deux propriétés (à Ibiae et Calaro) par le biais de sa filiale Biase Plantations Ltd. Il s'agissait de 19 172 hectares destinés à la plantation de palmiers à huile.<sup>8</sup> En 2012, Wilmar a créé l'Eyop Industries Ltd pour acheter les concessions Obasanjo (19 791 hectares au total.)<sup>9</sup> à l'ancien président Olusegun Obasanjo. Ces propriétés se trouvent dans les États de Kwa Fall, d'Ibad et d'Oban. La propriété de Calaro, de 5 550 ha, a été agrandie d'environ 2 240 ha et soumise à l'approbation d'un rapport sur les HCS.<sup>10</sup> L'entreprise y a déjà installé une grande raffinerie et mis en place un système de cultivateurs sous contrat. Ces petits producteurs doivent vendre leur production à l'entreprise à un prix déterminé par celle-ci, et par l'intermédiaire d'un sous-traitant.<sup>11</sup> Les activités de PZ Wilmar traversent quatre zones de gouvernement local de l'État (Akamkpa, Biase, Odukpani et Akpabuyo) et 20 villages densément peuplés.

<sup>3</sup> [https://rspo.org/view-acop-pdf/palm-oil-processors-and-or-traders/Wilmar\\_International\\_Limited-ACOP2018.pdf](https://rspo.org/view-acop-pdf/palm-oil-processors-and-or-traders/Wilmar_International_Limited-ACOP2018.pdf)

<sup>4</sup> <https://www.wilmar-international.com/our-businesses/tropical-oils>

<sup>5</sup> <https://www.pzcussons.com/about-us/our-markets/>

<sup>6</sup> <https://rspo.org/members/632>

<sup>7</sup> [https://www.wilmar-international.com/docs/default-source/default-document-library/sustainability/supplychain/traceability-report-q4'-2018--q3'-2019/destinations/nigeria\\_200123.pdf?sfvrsn=e6a0b9fc\\_2](https://www.wilmar-international.com/docs/default-source/default-document-library/sustainability/supplychain/traceability-report-q4'-2018--q3'-2019/destinations/nigeria_200123.pdf?sfvrsn=e6a0b9fc_2)

<sup>8</sup> [https://www.rspo.org/file/RSP0-NPP\\_Report\\_Ibiae-Assessment\\_Findings%20Final.pdf](https://www.rspo.org/file/RSP0-NPP_Report_Ibiae-Assessment_Findings%20Final.pdf) page 3 & <https://www.wilmar-international.com/docs/default-source/default-document-library/sustainability/resource/sustainability-brief-partnering-with-nigeria-to-develop-a-best-in-class-palm-oil-industry.pdf> page 2

<sup>9</sup> <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0264837713002238>

<sup>10</sup> HCS assesment summary report, 2017, [http://highcarbonstock.org/wp-content/uploads/2017/04/HCS-Assessment-Summary-Report\\_Wilmar-Calaro-ext\\_Final-060417.pdf](http://highcarbonstock.org/wp-content/uploads/2017/04/HCS-Assessment-Summary-Report_Wilmar-Calaro-ext_Final-060417.pdf)

<sup>11</sup> <https://www.nigerianbestforum.com/index.php?topic=247014.0;wap>

Les communautés concernées signalent plusieurs sujets de préoccupation. Leurs habitants sont obligés de vivre dans un environnement pollué, exposés à de l'air et de l'eau pollués en raison de l'abattage permanent d'arbres, de l'emploi de produits chimiques dangereux dans les plantations, des déchets des moulins et des raffineries, du labourage et la dégradation des sols et de l'application intensive de produits chimiques agricoles. Pour empêcher la population d'entrer dans les plantations, l'entreprise a creusé un fossé d'environ 50 pieds de profondeur et 40 pieds de largeur ; pendant la saison des pluies l'eau déborde et met la population en danger d'inondation, en plus d'exposer les personnes et les animaux au danger de tomber dedans. Les travailleurs de l'entreprise n'ont aucune sécurité d'emploi et on leur refuse même les prestations sociales et d'autres droits. Le degré de discrimination à l'égard du personnel féminin est élevé. On refuse aux femmes enceintes le droit de prendre des congés de maternité avant et après l'accouchement. Une femme enceinte qui travaillait dans l'entreprise à l'époque a révélé, dans un entretien avec ERA qui a été enregistré, que les femmes enceintes doivent parcourir de longues distances à pied et effectuer des tâches difficiles qui portent atteinte à leur santé et à leur grossesse.

Les travailleurs de l'entreprise (informels pour la plupart) sont transportés vers les diverses plantations dans un camion surchargé; il arrive que 50 personnes soient serrées dans un petit camion. Le 26 mai 2018, un camion a capoté et plus de 10 personnes sont mortes, dont des femmes enceintes qui étaient à bord. Les victimes documentées par ERA – ATN étaient : 1) Iquo Ekpe Ekpo, 2) Mary Joseph Edet, 3) Iquo Obi Owai, 4) Emem Oscar, 5) Agnes Sunday Johnson, 6) Emem Eshiet. Un accident semblable a eu lieu en 2019 ; l'une des victimes, Mme Ikwo Manson Okon, qui était enceinte, est morte quelques mois plus tard suite à des complications dues à l'accident ; elle a laissé deux petits enfants. D'après le père de la victime, « Wilmar s'est dépêchée de déboursier 20 000 NI pour son enterrement, mais pas d'indemnisation suffisante pour que la famille prenne en charge les enfants de la défunte ».

En 2019, les membres des communautés concernées ont réclamé formellement les terres agricoles que l'entreprise avait acquises sans leur consentement, sans indemnisation pour la perte de leurs moyens d'existence et les dommages à l'environnement. Ils ont exigé de signer un nouveau protocole d'entente avec<sup>12</sup> l'entreprise, puisqu'ils n'ont pas connaissance de celui qui, d'après l'entreprise, existe déjà.

### **Quelles sont les stratégies mises en œuvre par les personnes touchées et leur réseau de soutien ?**

La population concernée a recouru à plusieurs moyens, tels que des poursuites engagées contre l'entreprise, des pétitions adressées à l'Assemblée de l'État de Cross River, des tentatives (infructueuses) de dialoguer avec l'entreprise. En outre, les médias ont systématiquement dénoncé des violations des droits humains, et les organisations de la société civile organisent des cours de formation permanente pour les membres de la communauté, pour ceux qui participent à la discussion de politiques, etc.

### **Quelles sont les mesures prises par les communautés touchées et leur réseau de soutien pour accéder à la justice?**

Certaines personnes ont exigé réparation par la voie juridique et ont eu gain de cause, mais l'entreprise se sert de son pouvoir économique pour essayer de subvertir la justice en faisant appel des jugements afin de prolonger les procès (Affaire n° KH/28/2014 entre Deacon Arikpo Ivere et Biase Plantation Limited). Wilmar a été accusée de ne pas respecter la législation environnementale, du fait que l'environnement du plaignant avait été fortement perturbé par les excavations, l'abattage d'arbres ou la coupe de lourds rondins, l'accumulation de débris, de déchets et d'autres substances organiques.

Les personnes concernées et leurs réseaux de soutien ont pris contact avec les médias et organisé pour eux des visites des endroits endommagés ; elles ont aussi témoigné contre l'entreprise au cours d'une audience publique organisée par l'Assemblée de l'État de Cross River, à laquelle a participé Wilmar PZ.<sup>13</sup> D'après Mme Patience Etim, Wilmar a résilié son contrat après qu'elle a témoigné contre l'entreprise pendant une audience publique. Un autre groupe d'employés qui ont ouvertement accusé Wilmar de mauvais traitements et de violations des droits des travailleurs (pas de droit d'association ou d'affiliation à des syndicats) auraient été brutalement battus par un contingent de l'armée nigériane. La propriété du secrétaire financier de l'Association internationale des travailleurs des plantations (Dominic Edmond David) a été détruite, et il a été expulsé de son domicile. Il a été arrêté, accusé et détenu ainsi que deux autres personnes (Longinus Stephen Ajom et Etim Michael Itokigi) pour son affiliation à une association de travailleurs et pour avoir accusé Wilmar de mauvais traitements envers le personnel.

<sup>12</sup> <https://www.thisdaylive.com/index.php/2019/10/14/environmentalists-communities-demand-new-mou-from-wilmarpz/>

<sup>13</sup> <https://guardian.ng/politics/cross-river-assembly-reads-riot-act-to-multinationals/>

Pétitions – Wilmar reçoit régulièrement de nombreuses pétitions de personnes, familles ou groupes. L'une d'elles est la pétition présentée contre l'entreprise par les travailleurs subalternes de la plantation de Calaro, Mbarakom, concernant la non-application des conditions de service, la demande à la compagnie de payer tout ce à quoi ils ont droit, y compris les congés de 2013 au jour présent, le non-respect de leur droit fondamental de joindre l'association de travailleurs de leur choix, et que l'entreprise cesse de les obliger à joindre une association de travailleurs de grade supérieur formée et présidée par la direction de Wilmar.

Parmi d'autres exemples figure celui de la famille de feu Ntufam Dickson Asuquo (Famille royale), représentée par sa veuve Madame Asuquo de la ville d'Ayuk Aba Akamkp, qui a accusé Wilmar de détruire les terres de la famille qui contenaient des produits agricoles et des arbres de valeur économique, y compris des arbres cultivés comme les palmiers, les cacaotiers et autres arbres fruitiers qui avaient coexisté dans l'axe de la plantation de Calaro pendant beaucoup d'années, avant que Wilmar la reprenne et endommage leurs propriétés.

### **Quelles sont les lois nationales violées par l'entreprise ? Et quels sont les traités/accords internationaux dont le pays est signataire?**

La Loi sur l'évaluation des impacts sur l'environnement, les Codes forestiers national et local, le Décret sur les parcs nationaux, la législation du pays sur les droits fonciers coutumiers, et la Loi du gouvernement de l'État de Cross River sur la responsabilité sociale des entreprises sont constamment violés par l'entreprise.

Le Nigeria est signataire de la Charte africaine des droits des hommes et des peuples, du Protocole à la Charte africaine sur les droits des femmes de l'Afrique, de la Convention de l'Union africaine pour la protection et l'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur de l'Afrique, de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies, de la Charte des Nations Unies, du Pacte international sur les droits civils et politiques, des Normes internationales du travail (OIT), de la Convention 169 de l'OIT sur les peuples indigènes et tribaux, et de la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones.

## **Chapitre IV – Impacts : Violations des droits des peuples et destruction de l'environnement**

### **1. Quels sont les principaux impacts des activités de l'entreprise sur le lieu où l'accusation est portée ?**

L'entreprise est connue pour ses violations des droits fonciers des communautés, des droits du travail et des droits humains ; pour ses effets sur l'environnement, comme les inondations, la pollution de l'air et de l'eau, la dégradation des sols, la mauvaise gestion des déchets dangereux et les dangers pour les plantes et les espèces animales endémiques. En plus de la perte de terres et de souveraineté alimentaire et des problèmes croissants de santé, les communautés se plaignent des tactiques de division, d'intimidation, de militarisation et de violence envers les membres de la population, ainsi que du refus de l'entreprise de négocier, de donner de l'information et de payer des indemnités. En plus, elle ne tient aucun compte des femmes enceintes ni des autorités des communautés. Ceci a été évident lors de la résiliation du contrat de Patience Edet Etim qui a témoigné contre l'entreprise parce que celle-ci avait refusé d'accorder un congé aux femmes enceintes après l'accouchement.

Le renvoi des travailleurs qu'on soupçonne d'avoir quelque preuve contre l'entreprise est monnaie courante. Le 8 janvier 2020, plus de 300 travailleurs ont été renvoyés, soi-disant pour être associés à ceux qui avaient présenté une pétition à l'Assemblée de l'État.

Le rédacteur responsable des New Nigerian Newspapers Ltd, Vitalis Ugoh, a raconté à ERA que PZ Wilmar l'avait menacé de poursuites pour avoir rapporté la mort de quelques femmes enceintes qui travaillaient dans la plantation de l'entreprise. Bien que l'entreprise n'ait pas intenté de procès, il peut s'agir d'une tactique pour faire taire les opprimés et les défenseurs des droits humains.

## 2. Dans les impacts mentionnés ci-dessus, quelle a été l'implication de l'entreprise ?

Tous les effets négatifs déjà mentionnés ont été causés directement par les actions de PZ Wilmar, et indirectement par les forces de sécurité de l'État chargées de défendre les intérêts de l'entreprise.

## 3. Qui a été principalement ou différemment affecté par les activités de l'entreprise?

Les membres des communautés d'accueil, dont surtout les femmes, les enfants, les agriculteurs et les défenseurs des forêts, ainsi que les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et ceux qui dénoncent les méfaits de l'entreprise.

## 4. Quelles stratégies l'entreprise a-t-elle utilisées pour légitimer ses actions ou réprimer la résistance ?

Wilmar International entend faire certifier l'usine de Calamaro d'ici 2022.<sup>14</sup> PZ Wilmar affirme qu'elle est certifiée par la RSPO parce qu'elle exhibe dans ses bureaux des affiches qui montrent les principes de la RSPO, mais elle a violé des sections importantes de ces principes.<sup>15</sup> Elle affirme qu'elle a entrepris des activités de responsabilité sociale en creusant des puits pour remplacer les ruisseaux pollués, et en rénovant quelques structures dans une poignée d'écoles. Les routes qu'elle a améliorées pour permettre le transport de ses produits font également partie, d'après elle, de sa responsabilité sociale. Wilmar International a pour le groupe une politique NDPE (point de déforestation, point de tourbe, point d'exploitation) depuis 2013. Elle est applicable à toutes les filiales et à tous les fournisseurs, et la date limite pour l'appliquer est le 31 décembre 2015.<sup>16</sup> PZ Cussons a une « promesse pour l'huile de palme » depuis 2014. Elle vise à s'approvisionner uniquement chez des producteurs indépendamment vérifiés et respectueux de la politique NDPE, traçables jusqu'aux usines indépendantes, d'ici à la fin 2020. Cet objectif s'est vu retardé à cause des problèmes auxquels se heurte la traçabilité au Nigeria.<sup>17</sup>

# Chapitre V – Stratégies de résistance : Niveau local et national

## 1. Quelles stratégies de résistance les organisations sociales et les communautés affectées ont-elles adoptées sur le lieu d'exploitation de l'entreprise ?

Processus de formation chez les communautés locales, documentation et divulgation par les médias, coordination de l'organisation des communautés par des alliances avec les communautés voisines et entre des groupements au sein de la communauté (femmes, jeunes, personnes âgées), surveillance de la forêt, échanges de compétences entre les communautés concernées pour renforcer la solidarité et exposer les activités de l'entreprise. Les communautés renforcent la résistance au moyen de manifestations, pétitions, dénonciations, cartographie des concessions pour identifier les zones déboisées au moyen d'appareils spéciaux, utilisation de réseaux sociaux et recours aux poursuites judiciaires.

---

<sup>14</sup> <https://www.wilmar-international.com/sustainability/certification/rspo-certification>

<sup>15</sup> <https://www.rspo.org/publications/download/d5fc4dc08bba626>

<sup>16</sup> [https://www.wilmar-international.com/docs/default-source/default-document-library/sustainability/policies/wilmardpe-policy--2019.pdf?sfvrsn=7870af13\\_2](https://www.wilmar-international.com/docs/default-source/default-document-library/sustainability/policies/wilmardpe-policy--2019.pdf?sfvrsn=7870af13_2)

<sup>17</sup> <https://www.pzcussons.com/good-4-business/the-palm-oil-promise/>

## **2. Un cas a-t-il été présenté devant un tribunal local, national ou international ?**

Oui. Veuillez vous reporter à l'affaire concernant Deacon Arikpo Ivere et Biase Plantation Limited mentionnée plus haut.

Parmi les difficultés figure le coût élevé des litiges : les honoraires, les frais pour réunir les preuves, le coût des voyages de la communauté au tribunal ; il est difficile aussi de s'opposer à une multinationale dont on pense qu'elle a le soutien du gouvernement.

Le plaignant, Deacon Arikpo, a fourni la documentation qui prouve qu'il a eu gain de cause au tribunal, mais l'entreprise, Biase Plantation Ltd, a interjeté appel et l'affaire est en instance à l'heure actuelle.

## **3. Existe-t-il des preuves de l'influence et de l'emprise des entreprises qui ont joué un rôle contre les intérêts des personnes touchées ? Comment décririez-vous la relation de l'entreprise avec le gouvernement local / national ?**

La politique gouvernementale, et surtout la Loi sur l'affectation des terres de 1978, est favorable aux intérêts de Wilmar, puisqu'elle a permis à l'entreprise et au gouvernement de faire de l'accaparement de terres sans le consentement des membres des communautés riveraines. Les relations de l'entreprise avec le ministère, les départements et les agences du gouvernement national ou local favorisent les intérêts privés plutôt que l'intérêt public : les plaintes présentées contre PZ Wilmar à ces agences gouvernementales par les membres des communautés concernées sont abandonnées ou ignorées.

## **4. La société a-t-elle déposé une plainte contre le gouvernement - en utilisant le RDIE (système de règlement des différends entre investisseurs et États) ou d'autres mécanismes de règlement des différends, auprès du CIRDI et d'autres tribunaux - quel en a été le résultat ?**

Non.

## **5. La société a-t-elle déposé une plainte ou pris d'autres mesures contre un organisme communautaire ou des militants communautaires ?**

Oui, un procès a été intenté contre le journaliste Vitalis Ugo à cause d'une publication en ligne où il a attiré l'attention du public sur la mort de plusieurs femmes enceintes due aux activités de Wilmar. À l'époque de la présentation de ce rapport l'affaire n'avait pas encore été entendue, ce qui montre qu'il s'agissait d'une menace de PZ Wilmar pour empêcher la diffusion de l'information concernant la publication en question. L'entreprise est célèbre pour ses tactiques d'intimidation des autorités des organisations communautaires et pour bloquer toute preuve qu'une personne ou un groupe puissent avoir contre elle.

## **6. Quels sont les principaux obstacles à l'accès à la justice pour les communautés affectées ?**

Les gens n'ont pas accès à des avocats des droits de l'homme qui travaillent de façon bénévole ; on manque de fonds pour être à la hauteur du pouvoir financier de PZ Wilmar ; le niveau de corruption est élevé dans les agences gouvernementales ; les menaces contre les dirigeants traditionnels font qu'ils craignent de perdre leurs certificats.

# **Chapitre VI – Contexte mondial : Politiques, acteurs, États et institutions et cadres nationaux/internationaux pertinents pour le cas**

## **1. Quels sont les instruments internationaux officiels et/ou les déclarations internationales qui sont ignorés ou violés par l'entreprise accusée ?**

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ; le Protocole à la Charte africaine des droits de la femme en Afrique ; la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies ; la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ; la Constitution et la législation nationales ; les Directives de l'OCDE ; les Principes directeurs de l'ONU sur les entreprises et les droits de l'homme

**2. Quelles sont les institutions nationales et internationales qui facilitent l'entrée et le fonctionnement de cette entreprise / consortium ?**

Le Conseil de la privatisation de l'État de Cross River auquel Wilmar a acheté les terres en 2011.

**3. L'entrée de l'entreprise dans le pays a-t-elle été facilitée par les politiques des institutions financières internationales ?**

L'entrée de l'entreprise en 2011 a été facilitée surtout par les nouveaux efforts des autorités nigérianes de privatiser les plantations pratiquement abandonnées pour générer des recettes (impôts, rentes...).<sup>18</sup>

**4. Quels mécanismes ou instruments ces institutions financières ont-elles utilisés pour faciliter l'entrée de la société ?**

N/A

**5. S'il s'agit d'une société transnationale, quelle a été la position du gouvernement du pays d'origine de la société ? A-t-elle facilité l'entrée de la société dans le pays où elle est dénoncée ?**

Point d'information disponible.

**6. Le lieu où l'entreprise est dénoncée, les autorités nationales et locales ont-elles favorisé l'entreprise en apportant des modifications à la législation ? Ces changements sont-ils liés à l'impunité avec laquelle l'entreprise agit ? Quelle a été la position du gouvernement national dans ce conflit ?**

ERA et les communautés concernées ne sont pas sûres de la position du gouvernement à ce sujet.

**7. Quel rôle jouent les actionnaires / propriétaires majoritaires de l'entreprise ? Quelle est la relation entre l'entreprise accusée et le gouvernement du pays en question ?**

Voir plus haut : leurs politiques de durabilité incluent les activités de PZ Wilmar. Le désir d'accroître la production au Nigeria est attisé par l'augmentation de la demande mondiale d'huile de palme. Le départ de Wilmar de la HCSA a été perçu comme un constat d'échec de ses politiques de non déforestation.<sup>19</sup>

**8. L'entreprise reçoit-elle des fonds publics ou privés ? De qui ?**

Parmi les principaux créanciers de Wilmar de 2014 à 2019 figurent des banques et d'autres institutions financières de Singapour (Overseas Chinese Banking Corporation), des Pays-Bas (ABN Amro, Rabobank et ING), des États-Unis (JP Morgan Chase), du Japon (Mitsubishi UFC Financial, Mizuho Financial, SMBC Group d'Australie (Westpac, Commonwealth Bank of Australia), du Royaume-Uni (HSBC), de France (BNP Paribas et Crédit Agricole), et d'autres encore.<sup>20</sup>

**9. Un lobby ou un groupe d'intérêt s'est-il impliqué dans l'intention de favoriser l'entreprise dans le conflit ?**

Des cabinets-conseil comme Earthworm, qui fournissent du soutien technique pour mettre en œuvre les politiques NDPE. PZ Cussons est membre de Earthworm et reçoit son soutien.

**10. Connaissez-vous des politiques, des exigences ou des procédures de l'établissement ou des établissements prêteurs qui ne sont pas respectées ?**

Oui, beaucoup de créanciers et d'investisseurs mentionnés plus haut ont des politiques de durabilité qui affirment qu'ils évitent de financer le déboisement et les violations des droits humains. En outre, le secteur financier a plusieurs normes ou 'directives' internationales, comme celles de la SFI et de l'OCDE, et des normes volontaires établies par le secteur lui-même, qui comportent des normes sur les droits humains et l'environnement. Cependant, ces normes n'ont pas force exécutoire.

<sup>18</sup> <https://reader.elsevier.com/reader/sd/pii/S0264837713002238?token=885F90A13F80C46B1F97C52D2E25E68A14B8217D412F277F8BD34B20DEA3A9FA427A5FC75DD5E8CD60790AD4CF3E01DB>

<sup>19</sup> <https://www.greenpeace.org/southeastasia/press/3746/wilmar-internationals-exit-from-the-high-carbon-stock-approach-marks-its-failure-to-end-deforestation/>

<sup>20</sup> Forests & Finance database, updated in March 2019 by Profundo, data without segment adjusters and derived from Bloomberg, Thomson Reuters, Trade Finance Analytics and corporate information such as annual reports.

Ce formulaire est basé sur le "Formulaire technique pour la présentation d'une plainte contre une société transnationale", du Tribunal Permanent des Peuples, utilisé à l'occasion du Tribunal Permanent des Peuples sur les Sociétés Transnationales de l'Afrique Australe (Manzini - Johannesburg, 2016-18)

Ceci est une traduction non officielle du document original en anglais.

Date de publication: 20.11.2020

